

DEPARTEMENT
OISE
CANTON
THOUROTTE
COMMUNE
RIBECOURT- DRESLINCOURT

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

579

ARRETE DU MAIRE

N° 2024-209

**ARRETE PERMANENT PORTANT CRÉATION DE DEUX NOUVEAUX
ARRÊTS DE BUS ET REGLEMENTANT L'ARRÊT ET LE STATIONNEMENT
SUR LES DITS ARRÊTS DU RÉSEAU DE TRANSPORT COMMUNAL A
RIBECOURT-DRESLINCOURT.**

Nous, **Jean-Guy LÉTOFFÉ**, Maire de la Ville de Ribécourt-Dreslincourt ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-24, L.2122-28, L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire ainsi que ses articles L.2213-1 et suivants relatifs à la police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110.2, R.411.5, R.411-8, R.411-25, R.411-29, R.411.30, R.411-31, R.417-6, R.417.9, R.417-10 et R.417-12 ;

Vu le nouveau Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 et du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière modifiés par les textes subséquents ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière « livre I - huitième partie - signalisation temporaire » pris en vertu de son article 1er et approuvé par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992 ;

Vu le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1er (dispositions communes aux voies du domaine public routier) et le titre III (Voirie départementale) ;

Vu la forte demande des parents d'élèves, qui ont emménagé dans le nouveau lotissement « le village Saint Éloi, d'organiser un ramassage scolaire pour desservir les écoles de Ribécourt-Dreslincourt ;

Vu l'Intérêt Général ;

Considérant le besoin de créer et de signaler deux arrêts de bus sur **la rue George SAND (49°30'46.1"N 2°55'49.9"E et 49°30'44.7"N 2°55'50.1"E)** à Ribécourt-Dreslincourt afin de permettre aux usagers du bus de monter et de descendre de celui-ci en toute sécurité ;

Considérant que l'arrêt et le stationnement des véhicules sur lesdits emplacements, doivent être **interdits** afin de contribuer à la facilité des arrêts des bus ;

MIS EN LIGNE LE 03/09/2024

J.O

- Création : Rue George SAND (49°30'44.7"N 2°55'50.1"E) et



Article 02 : L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules, sauf ceux affectés à des services de transport en commun, des ambulanciers et des médecins, des services de secours, de la Gendarmerie Nationale et de la Police Municipale, sont interdits sur les emplacements cités à l'article 1er.

Les véhicules en infraction seront verbalisés, enlevés et mis en fourrière conformément aux dispositions des articles R.417-10 paragraphe II - 10° du Code de la Route.

Article 03 : Afin de permettre une meilleure visibilité des emplacements et de permettre l'application des présentes dispositions, la signalisation horizontale, par **un marquage délimitant l'emplacement**, et la signalisation verticale seront mises en place et entretenue par **les Services Techniques Municipaux de Ribécourt-Dreslincourt, conformément à l'article 1er du présent arrêté.**

Article 04 : Les mesures édictées dans le présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

Article 05 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout Officier de Police Judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 06 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication soit devant le Tribunal Administratif d'Amiens – 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS Cedex 1 ou soit de la saisine de M. le Préfet de l'Oise en application de l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. Le présent arrêté peut, également, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Ribécourt-Dreslincourt à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 07 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Ribécourt-Dreslincourt, Madame le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Ribécourt-Dreslincourt et Monsieur le Chef de Service de Police Municipale de Ribécourt-Dreslincourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 08 : Ampliation, du présent arrêté, sera adressée à :

- Monsieur l'Adjudant-Chef, Commandant la Brigade de Gendarmerie à Ribécourt-Dreslincourt ;
- Monsieur le Chef de Service de Police Municipale à Ribécourt-Dreslincourt ;
- Les services techniques à Ribécourt-Dreslincourt ;

Fait à Ribécourt-Dreslincourt, le lundi 2 septembre 2024

Jean-Guy LÉTOFFÉ
Maire

